Commune de Chassey-Les-Montbozon
Séance du 08 Juillet 2025

Séance du 08 Juillet 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le huit Juillet à 20 h 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal de la mairie, sous la présidence de M. Michel DELBOS, Maire.

Date de convocation : 30 Juin 2025

Étaient présents : DELBOS Michel, HIRN Jean-Claude, NARBÉY Pascal, BARETTE David, EQUOY Alain, GALMICHE Pauline, MERCIER Richard, REGARD Jean-Pierre.

Étaient absents excusés : BOUQUET Océane (procuration à Michel DELBOS), CHOPARD Manon (procuration à Jean-Claude HIRN), THIEBAUD Vincent (procuration à Alain EQUOY).

Secrétaire de séance : Jean-Claude HIRN

Début de séance : 20h35

Ordre du jour de la séance :

Administration générale

- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 27/05/2025
- Désignation d'un secrétaire de séance
- Rendu compte des décisions prises par Monsieur le Maire sur délégation du Conseil Municipal

Forêt

- Délibération Renouvellement certification PEFC
- Délibération facturation vente de bois à « Entreprise PIGUET »

Ressources humaines

- Délibération Modification niveaux rémunérations poste permanent
- Délibération pour suppression d'un poste d'adjoint Administratif 2^{ème} classe
- Délibération pour création d'un poste de secrétaire général de Mairie

Divers :

- Questions et informations diverses
-

Administration générale

Approbation du Conseil Municipal du 27/05/2025

Approuvé à l'unanimité.

Désignation d'un secrétaire de séance

Monsieur Jean-Claude HIRN est désigné secrétaire de séance

Rendu-compte pour information des décisions prises par Monsieur le Maire sur délégation du Conseil Municipal suivant document remis.

Approuvé à l'unanimité.

Forêt

N° 37/2025 : Renouvellement certification PEFC

Le Maire expose au Conseil la nécessité pour la Commune de renouveler l'adhésion au processus de certification PEFC afin d'apporter aux produits issus de la forêt communale les garanties éventuellement demandées par les industriels, les négociants et les consommateurs concernant la Qualité de la Gestion Durable.

Après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

1. décide de renouveler l'adhésion à PEFC BFC en :
 - inscrivant l'ensemble de la forêt relevant du régime forestier et pour une période de 5 ans en reconduction tacite, dans la politique de qualité de la gestion durable définie par PEFC BFC, et accepter que cette adhésion soit rendue publique.
 - signant et respectant les règles de gestion forestière durable PEFC/FR ST 1003-1 : 2016 ;
 - s'engageant à mettre en place les mesures correctives qui pourraient être demandées par PEFC Bourgogne-Franche-Comté en cas d'écart des pratiques forestières aux règles de gestion forestière durable PEFC/FR ST 1003-1 : 2016
 - s'engageant à honorer les frais de participation fixée par PEFC BFC au travers de l'appel à cotisation pour 5 ans.
 - signalant toute modification concernant la forêt de la Commune.
 - respectant les règles d'utilisation du logo PEFC en cas d'usage de celui-ci.
2. demande à l'ONF de mettre en œuvre sur les terrains relevant du régime forestier et pour ce qui relève de sa mission, les engagements pris par la commune dans le cadre de sa participation à PEFC ;
3. autorise le maire à signer tout document afférent notamment le bulletin d'adhésion PEFC BFC.

N° 38/2025 : Facturation vente de bois à « Entreprise PIGUET »

Le Maire propose au Conseil Municipal la vente de bois à l'entreprise PIGUET.

Vente de 9 m3 de grumes (chênes, hêtres) à 70.00 € HT le m3

Total : 630.00 € HT soit 756.00 € TTC.

Adresse de facturation :

PIGUET CAPIBOIS
10 Route de la Varvotte
70 110 VILLERSEXEL

Après délibération, le Conseil Municipal approuve la proposition à l'unanimité des membres présents et autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette affaire.

Ressources Humaines

N° 39/2025 : Modification niveaux rémunérations poste permanent

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L332-8 3° ;

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, le cas échéant ;
- Vu la délibération du 29/10/2019 portant création d'un emploi permanent au grade de Adjoint technique à temps non complet à hauteur de 16h00 minutes hebdomadaires, relevant de la catégorie hiérarchique **C**, afin d'assurer les fonctions suivantes : Employé communal et prévoyant le recours éventuel à un agent contractuel conformément aux dispositions prévues par l'article L332-8 3° du code général de la fonction publique précité ;
- Vu le budget de la collectivité ;
- Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité ;

CONSIDÉRANT que Chassey-les-Montbozon est une Commune de moins de 1 000 habitants,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le niveau de rémunération initialement fixé par la délibération susvisée portant création de l'emploi permanent,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité **des membres présents** :

- Décide de modifier comme suit le niveau de rémunération de l'emploi permanent créé, par la délibération susvisée prévoyant le recours éventuel à un agent contractuel conformément aux dispositions prévues par l'article
- L332-8 3° du code général de la fonction publique précité, au grade de Adjoint technique à temps non complet à hauteur de 16 heures 00 minutes hebdomadaires (soit 16/35^{ème} d'un temps plein), relevant de la catégorie **C**, afin d'assurer les fonctions suivantes : Employé communal et étant précisé que les conditions de qualification sont définies réglementairement et correspondent au grade statutaire retenu :
 - en référence au grade de recrutement et compte-tenu des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience,
 - entre l'indice brut minimum 367 indice majoré 366 et l'indice brut maximum 401 indice majoré maximum 376.
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,
- Autorise le Maire ou son délégué à signer tout document relatif à ce dossier.

N° 40/2025 : Création d'un poste de Secrétaire Général de Mairie

- Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L313-1 et suivants ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-19-1 ;
- Vu la loi n°2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie ;

Vu le décret n° 2024-826 du 16 juillet 2024 relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, le cas échéant ;

Vu le budget de la collectivité ;

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité ;

CONSIDÉRANT que Chassey-les-Montbozon est une commune de moins de 2 000 habitants,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer un emploi permanent de **secrétaire général de mairie** au grade de rédacteur à temps non complet à hauteur de 09 heures 00 minutes hebdomadaires, relevant de la catégorie hiérarchique B, afin d'assurer les fonctions suivantes : assister et conseiller le maire et les élus de la commune, gérer les services, assurer la gestion budgétaire et comptable, effectuer des actes de commande publique, assurer la gestion et le suivi des ressources humaines de la collectivité, organiser les élections et assurer les services à la population, à savoir notamment l'accueil du public, l'établissement des actes d'état civil et l'aide aux démarches administratives (droit funéraire, urbanisme,...), etc. ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal:

- Décide la création d'un emploi permanent de **secrétaire général de mairie** au grade de rédacteur à temps non complet à hauteur de 09 heures 00 minutes hebdomadaires (soit 09/35^{ème} d'un temps plein) afin d'assurer les fonctions, telles que décrites précédemment, et relevant de la catégorie hiérarchique B, étant précisé que les conditions de qualification sont définies réglementairement et correspondent au grade statutaire retenu,
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,
- Autorise le Maire ou son délégué à signer tout document relatif à ce dossier.

Délibération pour suppression d'un poste d'adjoint Administratif 2^{ème} classe

Point annulé à l'ordre du jour.

Divers

EPF – Cimetière – Groupe électrogène – Stèle Maison du vau

Fin de séance à 22h10

Délibérations prises

N° 37/2025 : Renouvellement certification PEFC

N° 38/2025 : Facturation vente de bois à « Entreprise PIGUET »

N° 39/2025 : Modification niveaux rémunérations poste permanent

N° 40/2025 : Création d'un poste de Secrétaire Général de Mairie